



## **TERMES DE REFERENCE**

# **Etude de base dans les communautés d'intervention du projet**

*Projet Alternatif Redevable pour Lutter contre l'Extrémisme Radical (PARLER)*

*Mis en œuvre par Think Peace en partenariat avec le Secrétariat Permanent de la prévention  
et de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali*

*Sur financement du PNUD*

**Octobre 2022**

### **1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

La crise multidimensionnelle que traverse le Mali depuis 2012 a évolué par la signature le 15 mai et le 20 juin 2015 de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Malgré la signature de cet accord, le contexte sécuritaire dans le nord et le centre du Mali demeure très critique avec des infiltrations au sud du pays. Les attaques terroristes sont fréquentes aussi bien au centre, au nord que dans certaines localités du sud. Rien que le mois de juillet 2022, le Mali a enregistré 46 incidents avec plus de 200 victimes civils et militaires<sup>1</sup>.

Le Mali est un pays laïc où la liberté de culte est consacrée par la loi fondamentale avec un taux de plus de 90% de musulmans. Cependant, les différentes attaques ont mis au-devant de la scène des groupes armés se réclamant faire le « jihad ». Cela étonne beaucoup de citoyens et relance le débat sur la place de l'islam dans la société et la vie politique malienne. Même si le constat montre que les responsables religieux sont de puissants groupes de pression, il n'en demeure pas qu'il y a une crainte renforcée par l'amalgame facile mais erroné entre politisation des responsables musulmans et expansion des groupes armés au Nord, autrement dit entre influence du religieux et violence. Cela crée un dilemme auquel l'Etat est confronté avec le besoin de régulation de la sphère religieuse et l'inquiétude d'avoir comme conséquence des effets contre-productifs.

Il est important de noter que les facteurs qui conduisent à l'instabilité des communautés et à l'extrémisme violent dans les localités sont nombreux et complexes et ne peuvent se limiter au seul fait de la manipulation des textes religieux. De ce fait, l'Etat du Mali a élaboré une Politique Nationale de Prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le Terrorisme au Mali afin de circonscrire ces phénomènes. Après la création d'un Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes et d'une Direction Nationale des Affaires Religieuses, il a été mis en place un Secrétariat Permanent afin de piloter la mise en œuvre de la Politique Nationale.

Afin de soutenir les efforts du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de cette Politique Nationale, sous l'égide du Secrétariat Permanent de Prévention et de lutte contre l'Extrémisme violent et le Terrorisme au Mali, il est initié ce présent Projet Alternatif Redevable pour lutter contre l'Extrémisme Radical (PARLER) innovant dans son approche et utile pour apporter une solution dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Le projet PARLER va utiliser certains canaux pour toucher le maximum de membres de la communauté. En outre, Il ressort lors d'une enquête<sup>2</sup> que les sources d'informations les plus utilisées sont la radio, les membres du ménage et la télévision.

Mis en œuvre par Think Peace en partenariat avec le Secrétariat Permanent de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali, sur financement du PNUD, le projet PARLER sera, d'abord, mis en œuvre dans cinq localités qui sont : cercle de Bla, cercle de Nara, cercle de Ségou, cercle de Koutiala et cercle de Yorosso.

Pour un projet aussi important, il est crucial d'avoir un état des lieux. Pour ce faire, il sera procédé au recrutement d'un cabinet / équipe de consultant, ayant une expertise dans ce sens, afin de réaliser cette étude de la base de référence.

---

<sup>1</sup> Plateforme MAIIN (Mécanisme d'Analyse des Informations Intégrées), THINK PEACE, Juillet 2022

<sup>2</sup> Enquête sur les canaux les plus utilisés pour véhiculer les messages dans les régions (ancien découpage) de Ségou, Mopti, Sikasso, Projet de Consolidation de la Paix, mars 2022

Les présents termes de référence donnent les principales directives qui guideront la conduite de l'étude de base du projet.

## **2. OBJECTIF GLOBAL**

Il vise à faire l'état des lieux de la perception des communautés sur l'extrémisme violent dans les zones d'intervention du projet qui servira de base de référence avant le démarrage du projet.

## **3. OBJECTIFS SPECIFIQUES**

De façon spécifique, il s'agit de :

- comprendre les facteurs liés à la vulnérabilité et à la résilience dans les zones d'intervention avec un niveau de désagrégation par sexe, tranche d'âge et par cercle ;
- faire un état des lieux des indicateurs clés de résultats du projet ayant besoin d'être informés par l'étude de base (cf. cadre de résultats du projet « % des acteurs religieux influents et clés engagés dans les actes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ») ;
- recenser les stations radios, écoles, médersas, enseignants et prêcheurs ;
- fournir la liste exhaustive des acteurs religieux dans les localités concernées par l'étude;
- faire des recommandations pour l'amélioration de la mise en œuvre du projet.

## **4. RÉSULTATS ATTENDUS**

Au terme de l'étude de base, on s'attend à ce que :

- Le contexte de la vulnérabilité et résilience des hommes, femmes, jeunes et adultes est compris dans les zones d'intervention du projet.
- Le niveau de référence des indicateurs clés de résultats du projet (% des acteurs religieux influents et clés engagés dans les actes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent) est déterminé.
- Les stations radios, écoles, médersas, enseignants et prêcheurs sont recensés.
- La liste exhaustive des acteurs religieux dans les localités concernées par l'étude est fournie.
- Le rapport de Baseline est produit avec le résultat de l'étude de base y compris les recommandations pour l'amélioration de la mise en œuvre du projet.

## **5. ETENDUE DE L'ETUDE**

La Baseline va fournir les informations sur la situation de départ des indicateurs, incluant les hommes, les femmes, les religieux, les enseignants, les questions sur le genre, etc. dans les zones d'intervention du projet.

- La compréhension du contexte : Quels sont les facteurs liés à la vulnérabilité et à la résilience dans les communautés face à l'extrémisme violent ?
- L'évaluation de base des indicateurs ayant besoin des informations de base (point de départ des indicateurs) : spécifiquement l'étude donnera les résultats sur le pourcentage (%) des acteurs religieux influents et clés engagés dans les actes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. La liste exhaustive des acteurs religieux dans les localités concernées par l'étude sera fournie.
- L'étude se déroulera dans cinq localités qui sont : cercle de Bla, cercle de Nara, cercle de Ségou, cercle de Koutiala et cercle de Yorosso.

## **6. MÉTHODOLOGIE DE L'ETUDE**

La méthodologie à adopter pour cette étude de base est en fonction des objectifs visés et surtout du type d'informations/données recherchées. Ce besoin en données détermine le type de personnes/entités à enquêter, les outils à développer et également l'approche méthodologique à développer par le cabinet / équipe de consultants.

Think Peace Sahel va collaborer avec le cabinet / équipe de consultants, ayant une expertise dans les thématiques abordées par le projet. Pour cela, le cabinet ou l'équipe de consultants :

- proposera des questionnaires de collecte d'informations/données ;
- participera à la rencontre de cadrage avec les parties prenantes ;
- élaborera un rapport de démarrage qui donnera une approche méthodologique détaillée, le chronogramme adapté et le plan de la mission.

## **7. LIVRABLES**

Les livrables suivants sont attendus de la part du cabinet / équipe de consultants :

- Un rapport préliminaire qui décrit l'approche méthodologique détaillée, l'échantillonnage, les outils de collecte, les critères d'identification des différentes cibles (religieux, enseignants, élèves, jeunes, femmes) dans les zones du projet et le calendrier de l'évaluation de base, après la réunion de cadrage ;
- Un rapport d'analyse des données collectées sur l'état de lieu des indicateurs, la compréhension contextuelle et les informations de base pour une adaptation des activités au contexte ;
- Revoir le cadre de résultats du projet en collaboration avec l'équipe du projet pour intégrer les résultats de base des indicateurs.

## **8. BUDGET**

En ce qui concerne le budget, le consultant soumettra un détail des coûts totaux basé sur les coûts unitaires et ventilé par poste. Le paiement sera effectué en (trois tranches) : le 1er paiement sera effectué après la signature de l'accord et la soumission du rapport préliminaires, le 2ème paiement sera effectué après la réception du draft du rapport (les données du terrain acceptables) et le 3ème paiement sera effectué après la soumission du rapport final et de tous les autres livrables.

## **9. DOSSIER DU CONSULTANT**

Le consultant fera une proposition technique et financière contenant les parties suivantes :

### **1) Proposition technique**

- La compréhension du mandat ;
- La méthodologie proposée ;
- La composition et gestion de l'équipe ;
- Le chronogramme détaillé.

### **2) Proposition financière**

- Le budget ;
- Le budget narratif.

## **10. PROPRIÉTÉ DES DONNÉES**

Toutes les données et produits de cette évaluation sont la propriété de Think Peace. Par conséquent, le consultant n'est pas autorisé à utiliser directement ou indirectement le rapport à d'autres fins sans le consentement écrit préalable de Think Peace.

**Préparé par :**  
Seydou Sissouma

Responsable de Suivi-Evaluation